

ACTION URGENTE

LES AUTORITÉS TENUES DE SE JUSTIFIER AU SUJET D'UNE DÉTENTION

Al Mukaddas et Mohammad Waliullah, deux étudiants bangladais qui militent en faveur de l'opposition, sont portés disparus depuis leur arrestation présumée par les forces de sécurité, le 4 février. Le 15 février, un tribunal a ordonné aux autorités de répondre d'ici au 7 mars aux allégations selon lesquelles ces deux hommes seraient détenus illégalement.

Al Mukaddas (22 ans) et **Mohammad Waliullah** (23 ans), tous les deux membres du Camp des étudiants islamiques du Bangladesh, auraient été arrêtés le 4 février par des membres du Bataillon d'action rapide (RAB), une unité spéciale des forces de l'ordre, et de la section d'enquête de la police bangladaise. On est sans nouvelles d'eux depuis lors et on ignore où ils se trouvent. Dans un journal bangladais, le RAB a déclaré ne pas les détenir. Pourtant, des informations provenant de plusieurs sources ainsi que les fréquentes disparitions forcées qui auraient été orchestrées par le RAB ces derniers mois sèment le doute. Selon des allégations crédibles, le RAB est souvent impliqué dans l'enlèvement, la torture et l'exécution extrajudiciaire de personnes soupçonnées d'infractions pénales.

Jusqu'à présent, il semble que les autorités n'aient pris aucune mesure pour déterminer où se trouvent Al Mukaddas et Mohammad Waliullah. Ces deux hommes risquent toujours d'être victimes d'actes de torture et d'une exécution extrajudiciaire.

Le 15 février, les familles d'Al Mukaddas et de Mohammad Waliullah ont saisi la Haute Cour, qui siège à Dacca, afin que le gouvernement présente ces jeunes gens au tribunal. La Cour a ordonné aux autorités bangladaises, notamment au secrétaire principal du ministère de l'Intérieur, à l'inspecteur général de la police et au directeur général du RAB, de se justifier d'ici au 7 mars. Par le passé, les autorités ont rarement répondu aux ordonnances de ce type. Amnesty International constate avec une profonde inquiétude que les pouvoirs publics n'ont pas encore expliqué ce qu'ils ont entrepris pour déterminer où se trouvent les deux hommes cités.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en bengali, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour déterminer où se trouvent Al Mukaddas et Mohammad Waliullah ;
- demandez-leur de veiller à ce que la sécurité physique de ces hommes soit protégée et à ce qu'ils ne soient pas victimes de torture ou d'autres formes de traitements inhumains s'il se trouvent entre leurs mains ;
- priez instamment les autorités de libérer ces hommes ou de les inculper d'infractions pénales dûment reconnues par la loi s'il s'avère qu'ils sont détenus.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 AVRIL 2012 À :

Secrétaire principal du ministère de

l'Intérieur

Mr CQK Mustaq Ahmed
Ministry of Home Affairs
Bangladesh Secretariat
Dhaka 1000
Bangladesh

Fax : +880 2 716 4788

Formule d'appel : *Dear Home Secretary, /
Monsieur le Ministre,*

Inspecteur général de la police

Mr Hasan Mahmud Khandker
Bangladesh Police HQ
Dhaka 1000
Bangladesh
Fax : +880 2 7125840
Courriel : ig@police.gov.bd

Formule d'appel : *Dear Inspector
General, / Monsieur,*

Copies à :

Directeur général du RAB

Mr Mohammad Mukhlesur Rahman
RAB Forces Headquarters,
Cargo Admin Building, Zia, Kurmitola,
Dhaka 1229
Bangladesh

Courriel : rab1bd@yahoo.com

Formule d'appel : *Dear Director General, /
Monsieur,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Bangladesh dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 47/12.

Pour en savoir plus : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA13/001/2012/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LES AUTORITÉS TENUES DE SE JUSTIFIER AU SUJET D'UNE DÉTENTION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le RAB est une unité spéciale de la police, créée pour lutter contre les bandes criminelles à travers le pays, décision applaudie par le public. Mais depuis ses débuts en 2004, le RAB a été impliqué dans l'homicide illégal d'au moins 700 personnes, dont au moins 200 pendant le mandat du gouvernement actuel de la Ligue Awami, malgré l'engagement de la Première ministre à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires. Dans certains cas, le RAB n'a même pas expliqué comment des personnes qui, d'après des témoins, se trouvaient entre ses mains, ont été retrouvées mortes par la suite. Pour en savoir plus, veuillez consulter le document *Crimes Unseen: Extrajudicial Executions in Bangladesh*, disponible en anglais à l'adresse suivante :

<https://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA13/005/2011/en/c18ad74b-75fe-4b15-b043-5982eebdb27d/asa130052011en.pdf>.

Noms : Al Mukaddas et Mohammad Waliullah

Genre : hommes

Action complémentaire sur l'AU 47/12, ASA 13/002/2012, 20 février 2012